



PRÉFÈTE DES HAUTES-PYRENEES

**Direction Départementale
des Territoires des Hautes
Pyrénées**

**SCEA FERME BOUCHE
Quartier Balloc
65500 VIC EN BIGORRE**

**Service Environnement,
Ressources en Eau et Forêt**

Dossier suivi par :
Alain GENTA 

Mèl : alain.genta@hautes-pyrenees.gouv.fr

Tél. : 05 62 51 40 51
Fax : 05 62 51 41 15

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de
l'environnement : **VIC-EN-BIGORRE Réalisation d'un puits**
Courrier de notification de décision

Réf. : **65-2017-00242**

TARBES, le 15 septembre 2017

Monsieur le Gérant,

Par courrier en date du 24 août 2017, vous avez déposé un dossier de déclaration concernant :
Réalisation d'un puits - parcelle cadastrée section ZB n° 34

dossier enregistré sous le numéro : **65-2017-00242**.

Vous trouverez ci-joint le récépissé de déclaration relatif à cette opération.

J'ai l'honneur de vous informer qu'après instruction, votre dossier est complet et régulier et que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors **vous pouvez commencer votre opération à réception du présent courrier et du récépissé ci-joints**.

Par ailleurs vous trouverez également l'arrêté de prescriptions générales qu'il vous appartient de respecter compte tenu des rubriques concernées par votre opération.

La mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité, objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé.

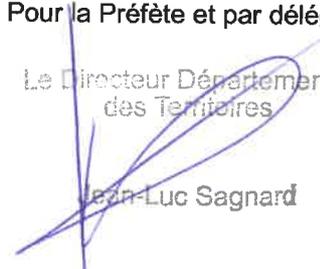
A défaut, en application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, celle-ci sera adressée au préfet, dûment justifiée, au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Je vous prie de croire, Monsieur le Gérant, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la Préfète et par délégation

Le Directeur Départemental
des Territoires


Jean-Luc Sagnard

P.J. : arrêté de prescriptions générales du 03 septembre 2003

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.